

Lomé, Togo, 14 février (Infosplusgabon) - Dans un communiqué parvenu mercredi à Infosplusgabon, le gouvernement togolais conteste le bilan de cent morts dans les manifestations politiques organisées par l'opposition, publié par deux organisations de défense des droits de l'homme.

Le Regroupement des jeunes africains pour la démocratie et le développement, Section-Togo (REJADD-Togo) et le Réseau africain pour les initiatives de droits de l'homme et de solidarité (RAIDHS), avec le concours du Groupe de soutien aux droits de l'homme au Togo (GSDH Togo), a publié un rapport d'enquête selon lequel, cent personnes ont été tuées entre le 19 août et le 20 janvier des manifestations de l'opposition pour des réformes.

Dans son communiqué, le gouvernement togolais exprime "sa vive réprobation et sa désapprobation face aux allégations contenues dans ce rapport insultant, tendancieux et manipulateur".

Selon le gouvernement, "en réalité ce bilan est de sept morts par balles et sept morts pour diverses causes dont deux militaires égorgés".

"Les chiffres avancés dans le rapport du REJADD et du RAIDHS n'ont aucune commune mesure avec la réalité. De plus, toutes les supputations relatives aux milliers d'arrestations, aux

milliers de blessés par balles, de l'existence de fosses communes, d'exécutions extrajudiciaires, d'enlèvements et de disparitions contenues dans le rapport sont dénuées de tout fondement et ne reposent sur aucune preuve palpable", estime le gouvernement.

Exprimant son indignation face au rapport, le gouvernement affirme rejeter ces allégations et déplorer "les affirmations tendancieuses et irresponsables des deux organisations auteurs dudit rapport" et appelle "toutes les organisations de défense des droits de l'homme à plus d'objectivité et de professionnalisme dans l'accomplissement de leur mission".

Le gouvernement togolais brandit la menace de poursuites judiciaires contre les auteurs du rapport.

La publication de ce rapport à la veille du dialogue qui s'ouvre demain 15 février entre pouvoir et opposition, en vue de trouver une solution à la crise sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles, suscite de vifs commentaires dans les médias et les réseaux sociaux.

Depuis le mois d'août 2017, l'opposition togolaise réclame des réformes politiques sérieuses, en vue d'une réelle alternance au Togo, à travers des manifestations quasi-hebdomadaires.

L'intervention du Ghana et de la Guinée a balisé la voie à un dialogue qui s'ouvre le 15 février à Lomé pour une solution durable à cette crise qui impacte la vie socio-économique du pays.

FIN/INFOSPLUSGABON/GHB/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon